

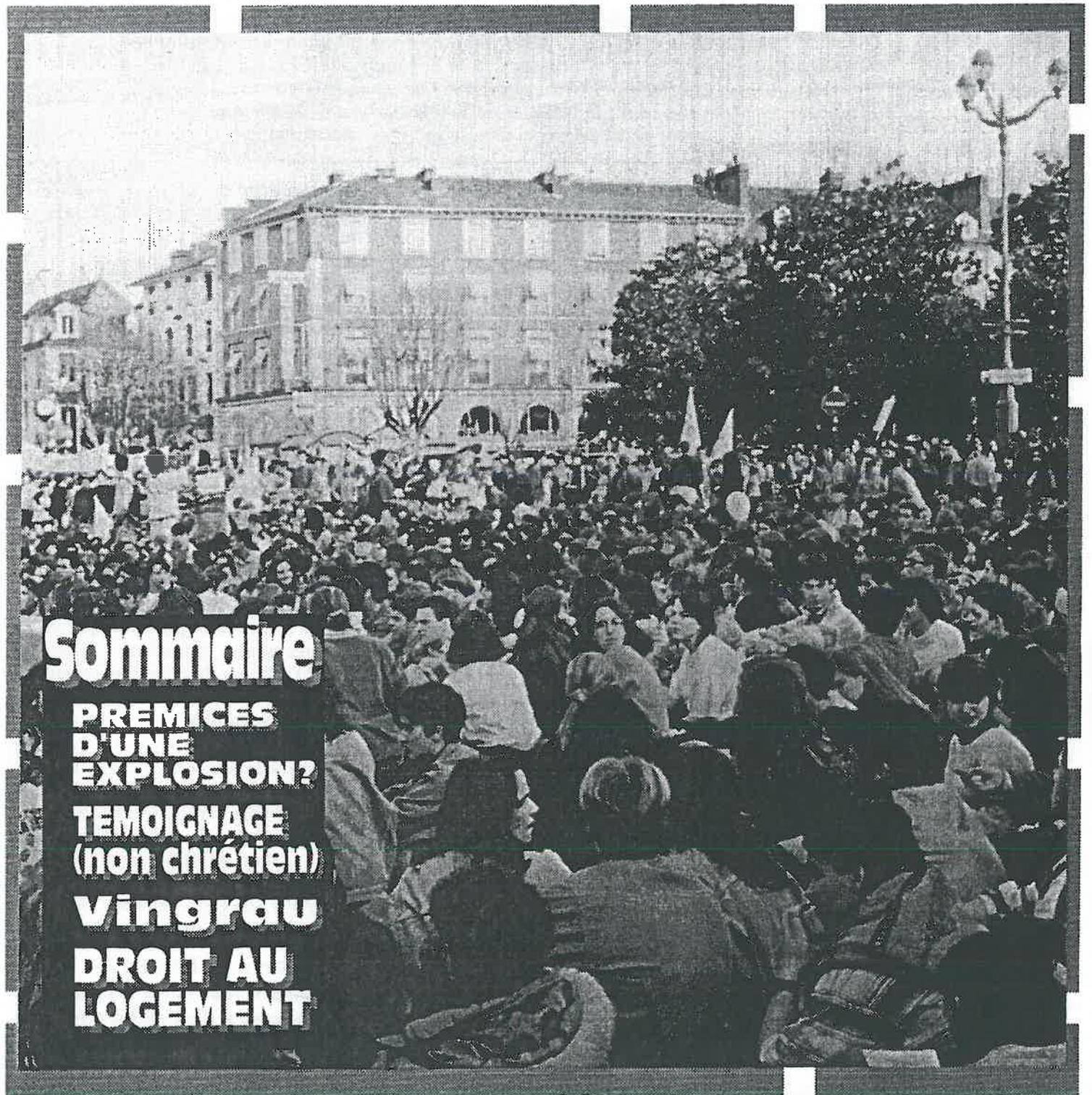
La Lettre du C.D.E.S.

ISSN 1240-0009 CIPAP 72171

BULLETIN DU RESEAU

2^e **COMBAT SYNDICALISTE**

NUMERO 33 MARS AVRIL 1993



Sommaire

**PREMICES
D'UNE
EXPLOSION?**

**TEMOIGNAGE
(non chrétien)**

Vingrau

**DROIT AU
LOGEMENT**

10 FRANCS

• **ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:** • A.I.T., Apartado de Correos 143, 46080 VALENCIA, ESPAÑA

• **CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL:** Pour tout contact sur le plan national: C.N.T.-A.I.T., Bureau Confédéral, Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LALANDE 33000 BORDEAUX

• **UNION REGIONALE MEDITERRANEE:** C.N.T., 9 rue DUCHALMEAU, 66000 PERPIGNAN (Secrétariat régional)

• **U. R. CENTRE:** C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS (Secrétariat régional)

• **U. R. AQUITAINE:** C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional)

• **U. R. MIDI-PYRENEES:** C.N.T., 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional)

• **U. R. NORMANDIE:** C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional)

• **DANS L'EST:** C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX

• **EN BRETAGNE:** • C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST
• C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES

• **EN RHONE-ALPES:** C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

• **EN REGION PARISIENNE:** • C.N.T., 5 chemin de la BONDE, 91490 DANNEMOIS

• C.N.T.-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16, 75769 PARIS CEDEX 16

• **DANS LE NORD:**
• C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

• **NOUVELLE ADRESSE:** C.N.T., B.P. 1142, 34008 Montpellier cedex 1

C.N.T.-A.I.T CONGRES CONFEDERAL

Les congrès de la C.N.T. sont, tous les deux ans, un temps fort dans la vie militante de l'anarcho-syndicalisme. Outre les multiples échanges d'informations qu'ils permettent, ils sont l'instance de décision à laquelle participent tous les syndicats C.N.T. du pays.

Le prochain Congrès Confédéral ordinaire de la C.N.T., section française de l'A.I.T. aura lieu les 15, 16 et 17 avril 95

VINGRAU - DERNIERE MINUTE

• **Dimanche 9 avril : Fête de l'arbre.** Replantation d'arbres sur le site de la carrière: la forêt, plantée voici 37 ans par les vingraunais, vient en effet d'être arrachée, à la demande d'Omya, par ... l'Office National des Forêts. Soyons plus têtus que les saccageurs : replantons !

• **Fin mai :** la traditionnelle fête de l'escalade (la date fixée prochainement) sera l'occasion d'un grand rassemblement contre la carrière.

• SOLIDARITE ALGERIE

A Montfa, le "Réseau de solidarité avec les femmes algériennes" et le Collectif libertaire (O.C.L. et C.N.T.-A.I.T. de l'Ariège) ont organisé le 4 mars un débat avec des femmes algériennes réfugiées en France autour du film "Femmes en mouvement" de Merzak Allouach. Cette initiative fait suite à un premier débat public sur la situation en Algérie organisé voici un mois. Il s'inscrit dans la volonté de susciter en Ariège un soutien aux femmes algériennes en lutte dans la clandestinité et plus généralement à tous ceux qui refusent la main mise de l'intégrisme sur la société algérienne.

• ESSONNE

La C.N.T., des travailleurs, chômeurs et précaires de l'Essonne projettent le film documentaire "Un autre futur" de Richard Prost, à la Maison de quartier des Tarterets de Corbeil Essonnes le 9 avril à 14 heures 30. Entrée gratuite et débat possible ensuite !

• CHINON

Après quelques jours de grève, le personnel du service général de la poste de Chinon a décidé de reprendre le travail le 6 mars. L'ad-

ministration en effet a joué le pourrissement du conflit en ne cédant pas sur les revendications des salariés et en n'enclenchant aucune négociation. Constatons cependant que

- la population a soutenu massivement les salariés en grève,
- d'autres salariés (du public comme du privé) ont manifesté une solidarité financière importante avec les postiers en lutte,
- derrière les discours de "dialogue social" et de management tenus par les responsables de la Poste, se tiennent encore les pratiques de toujours,
- le personnel, loin de sortir exangue de ce conflit, en sort plus que jamais renforcé et prêt, lorsque ce sera nécessaire, à retourner à l'action. D'ailleurs, le conflit n'est pas forcément arrêté avec la fin de la grève et se poursuivra peut être sous d'autres formes.

Les sections syndicales C.N.T. et C.G.T.

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT 42 rue de LALANDE
33000 BORDEAUX

DIRECTEUR: Emile TRAVE
CPPAP 1 856 D 73 Imp spé C.N.T.

abonnements :

1 an = 50 Francs

soutien = 100 Francs et plus

Chèques à l'ordre de CNT
Rédaction Nationale : C.N.T., 7
rue St Remesy - 31000 TOULOU-

Depuis plusieurs années, on voit nos banlieues populaires exprimer une révolte tout à fait légitime. L'an dernier, la jeunesse étudiante a déjà, une première fois, activement réagi face à l'insulte que représentait la volonté gouvernementale d'imposer aux jeunes un sous-S.M.I.C. Cette révolte a laissé des traces : beaucoup de jeunes ont compris qu'ils n'avaient rien à attendre du système.

Aujourd'hui, la marmite sociale continue à bouillir et le couvercle n'est peut-être pas loin de sauter.

Directement visés par le sous-S.M.I.C. l'an dernier, les étudiants d'I.U.T. ont certainement été les plus attentifs aux différents rapports (Bardet, Laurent et compagnie), qui une fois de plus, pénalisent la jeunesse.

Mais, si les autres étudiants, n'ont pas tous encore pris conscience de la machine infernale qu'on leur prépare et dont le triplement (minimum) des frais d'inscription n'est qu'un des aspects, leur grogne commence à se sentir.

La suspension par Balladur d'une des circulaires incriminées a bien entendu désamorcé une partie du conflit. Mais nombreuses sont les voix qui disent que suspension ne veut pas dire annulation et qui demandent que les choses soient claires : annulation de la circulaire Bardet, annulation du rapport Laurent et satisfaction des principales revendications.

C'est pourquoi certaines universités n'ont pas démobilisé. Au moment où ces lignes sont écrites, à Pau et à Rennes par exemple, la grève se poursuit depuis plus de trois semaines. A Pau, on a vu dans les rues 10 000 manifestants avant les vacances de février (pour une fac de 14 000 étudiants) et la lutte a repris dès la rentrée ; à Rennes les manifestations ont été également massives. Avec le retour des vacances dans toutes les Académies, des mouvements sont annoncés dans d'autres villes. Et une généralisation, à tout le pays et aux lycéens, n'est pas du tout inenvisageable.

Mais la fronde des étudiants ne résume pas la situation sociale.

De très nombreuses villes connaissent des luttes de S.D.F. et de familles expulsées de leur logement, en particulier à Paris (*1). Ces luttes se traduisent par des occupations actives de bâtiments ou par des campements protestataires sur la place publique, comme à Bordeaux. Fait totalement nouveau, ces occupations se font avec le soutien moral d'une partie de la population.

Quant aux travailleurs, dans leurs entreprises,

passée la gauche, passée la droite, ils ne voient toujours pas le bout du tunnel. L'anesthésie du chantage à l'emploi commence à ne plus faire effet. Une très large majorité des salariés est maintenant favorable à l'impulsion de revendications. Après des années de dégradation sociale, il devient en effet urgent d'améliorer les conditions de vie de tous. C'est ce qui recommence à s'exprimer dans les entreprises, par l'action. La réapparition de grèves dans les secteurs les plus divers est un excellent indicateur de cette nouvelle volonté de lutte.



Ce bref tour d'horizon social serait incomplet si on oubliait le contexte, caractérisé à la fois par le rejet des médias et des politiciens.

Certes, les médias ont encore de l'audience mais le public devient plus critique. Il est vrai que les mensonges, les omissions, les montages d'images, les coups de brosse à reluire bien placés, les corruptions de journalistes se sont succédés à une telle vitesse que le capital de crédibilité de la presse, de la télé et des radios est largement entamé. En cas de mouvement social, les médias risquent d'avoir quelque mal à faire avaler leur habituelle manipulation de l'information.

Les choses sont encore plus claires en ce qui concerne la classe politique, quelle soit de droite, de gauche et du milieu (dans tous les sens du terme en ce qui concerne le milieu !) : Rainbow warrior, guerre du

Golfe, sang contaminé, corruption, détournement massif de fonds, abus de bien sociaux, manipulations policières rebutantes.... Quels politiques n'ont pas trempé dans un scandale ou dans un autre ? Tout le monde le sait. La confiance n'est plus au rendez-vous.

La situation est plutôt explosive. Ceux qui nous dirigent en sont conscients.

Hier, ils ont inventé le R.M.I., une misère, pour casser le mouvement naissant des "fins-de-droit" et des chômeurs. Aujourd'hui, ils permettent à la justice d'envoyer -au compte-gouttes- quelques ministres, sénateurs et patrons en prison, histoire de faire croire au bon peuple qu'il existe encore une justice. Plus encore, ils sont prêts à toutes les bassesses et à toutes les démagogies, et même à certains reculs, pour torpiller le mouvement naissant.

Mais, travailleurs, étudiants, lycéens, chômeurs, dans cette période qui pourrait nous être très favorable, sommes-nous décidés à les laisser faire ?

Paulette Bedous

(*1) Ndlr : voir d'autres exemples en pages intérieures.

PENDANT LA SUSPENSION DES TRAVAUX, ... LA LUTTE CONTINUE

Depuis la dernière manifestation du 18 décembre 94 près du site prévu pour les carrières, bien des choses se sont déroulées.

Tout d'abord des mises au point et réunions ont eu lieu entre le Comité de Défense et l'Union locale C.N.T. de Perpignan. Il nous semblait important que celles-ci aient lieu après les remises en cause et attaques faites par les militants politiques de "Génération écologie" et par certains membres du Comité. N'ayant pas apprécié notre attitude face à leur présidentiable Lalonde (huées, refus d'en serrer la main, etc...), ils avaient essayé de se justifier auprès des médias en nous dénigrant.

Il apparaît qu'aujourd'hui le Comité a réussi à passer outre ces divergences et à faire taire les visées politiciennes et électoralistes de certains de ses membres (militants de *Génération écologie* entre autres).

Jusqu'au 15 janvier 95, OMYA a donc profité de ce flottement pour continuer les travaux et bien marquer le futur territoire des carrières ! Ceci étant fait, ils



• 25 février à Vingrau : un débat très constructifs.

ont pu suspendre les travaux jusqu'en septembre, prenant pour prétexte le respect du biotope de l'aigle de Bonelli ! De toute évidence, l'important était pour eux de montrer leur détermination à commencer les travaux malgré l'opposition des Vingraunnaï et d'entériner une fois pour toutes ces carrières.

De plus, les partisans de la lutte légaliste et juridique ont été fortement déçus : le 27 janvier 95, le Tribunal administratif de Montpellier renvoyait le Comité à ses vignes et à sa mairie "autogérée", en rejetant le sursis à exécution de commencement des travaux de carrières. D'autres recours ont été faits par le Comité de défense, mais ce premier jugement laisse présager d'autres déceptions juridiques.

Afin de rappeler une nouvelle fois ses positions claires par rapport à la lutte du Comité de défense, la C.N.T.-A.I.T. a organisé le 25 février 95 une réunion publique à Vingrau sur le thème : "Qu'est-ce que la C.N.T.-A.I.T. et pourquoi soutient-elle la lutte de Vingrau ?". Des militants de différentes Unions locales du Sud de la France ont pu ainsi réaffirmer, devant une assistance très repré-

sentative des 350 habitants du village, que cette lutte était avant tout celle des Vingraunnaï et que, la C.N.T.-A.I.T. soutiendrait les actions qui étaient conformes à ses orientations. Il a donc été rappelé que la C.N.T.-A.I.T. ne soutiendrait pas le Comité sur des bases électoralistes ou politiciennes et nous avons aussi clairement répété que nous combattons, comme nous l'avons toujours fait, toute dérive nationaliste, régionaliste ou toute organisation ou individu qui prônerait de telles idées.

Ces mises au point rappelées, l'avenir de la lutte contre les carrières a été envisagé. La popularisation de celle-ci sous forme d'information, de création de "Comités de soutien à Vingrau", a été avancée, de même que l'occupation du site sous diverses formes : grillades sur le site, création de terrains de jeux, replantations, concerts, etc...

Cela nous fait envisager d'autres rendez-vous à Vingrau, d'autres soutiens dont nous vous donnerons l'écho dans de prochains articles à paraître dans notre journal.

H., U.I. C.N.T. de Perpignan



La dernière réunion plénière des Régions de la C.N.T. d'Espagne (17 & 18 février 95) a été d'une importance particulière, aussi bien pour nos compagnons espagnols que pour nous-mêmes. Pour nos compagnons espagnols, il s'agissait notamment d'une réunion préparatoire à leur prochain Congrès national. Mais la question de la C.N.T. française était également à l'ordre du jour.

Ainsi, pour la première fois depuis deux ans que notre organisation a subi une scission, nous avons eu l'occasion de nous exprimer directement devant l'ensemble des délégués des différentes Régions qui composent la C.N.T. d'Espagne.

Tout d'abord, soulignons que la majorité des Régions s'est plainte du manque d'informations. A qui la faute ? Il a malheureusement été constaté que toutes les informations envoyées au Secrétariat de l'A.I.T. n'ont pas été transmises comme il se devait. Un syndicat de la banlieue de Madrid, le Syndicat Interprofessionnel de Las Rozas quant à lui s'est plaint que son texte d'information sur le problème français, envoyé dès juin 94, n'ait été diffusé que la veille du Plenum, et ce, malgré maints rappels. Or ce texte était un document, rédigé par des observateurs extérieurs au problème français, expliquant objectivement la scission. Il aurait permis aux Syndicats d'Espagne de se positionner clairement, s'ils l'avaient reçu dans les délais, bien sûr.

LA C.N.T. D'ESPAGNE ET LA SCISSION DE LA C.N.T. FRANÇAISE

Malgré tout, certaines Régions avaient eu le temps de réunir des éléments d'information suffisants pour se positionner. Et, comme il était logique, toutes celles qui ont pris officiellement position l'ont fait en notre faveur. Nous ne pouvions en douter, mais ça fait toujours du bien de l'entendre. Il s'agit des régions suivantes: ARAGON, ASTURIES-LEON, MURCIE. A noter également que la Région du Nord

(Pays Basque) a exprimé une défiance vis-à-vis de nos scissionnistes qui n'ont pas respecté les accords de l'A.I.T., comme elle l'a souligné.

Les accords pris par les Régions suffisamment informées du problème français et les propos tenus au cours du Plénum sont on ne peut plus explicites et limpides. Il ne s'agit pas pour la C.N.T. d'Espagne ou l'A.I.T. d'officialiser la reconnaissance d'un quelconque groupe ou secteur, mais de savoir avec qui elles doivent continuer à avoir des relations d'appui mutuel parce qu'elles s'identifient aux mêmes façons d'agir. Et il est clair que nos compagnons d'Espagne, y compris dans les Régions qui n'ont pu encore s'exprimer faute d'informations suffisantes, ne s'identifient pas aux pratiques de nos scissionnistes -on les comprend !- mais aux nôtres, que ce soit sur la question des élections syndicales ou bien pour ce qui concerne les relations avec la S.A.C. et la C.G.T. espagnole.

A noter également que, à l'occasion d'un vote majoritaire, le Plénum des Régions de la C.N.T. d'Espagne a non seulement posé le principe de sa non ingérence dans les problèmes français mais a également refusé que l'A.I.T. puisse convoquer un Congrès de "réunification" de la C.N.T. française comme le souhaitaient nos scissionnistes. Il eut été en effet impensable que la C.N.T.-E. cautionne un tel procédé, totalement anti-organique et anti-libertaire.

Soulignons à ce propos l'esprit de responsabilité dont a fait preuve la délégation catalane. Cette région était favorable à un

Congrès. Mais, mal informée (ou désinformée ?) elle ne savait pas qu'il existe aujourd'hui en France deux organisations totalement distinctes qui se réclament de la C.N.T. (phénomène identique à celui qui s'était produit en Espagne dans les années 80) et que notre organisation avait déjà tenu un Congrès, en 1993 et allait en tenir un autre du 15 au 17 avril. Prenant note de ces faits, elle a déclaré alors que sa position était différente de celle de l'Exil espagnol qui s'est, seul, obstiné à demander un Congrès de réunification. La délégation catalane a par ailleurs affirmé, comme les autres Régions, que, de toutes façons, la C.N.T. d'Espagne maintiendrait ses liens avec la C.N.T. française à partir du moment où elle respecte les principes et accords de l'A.I.T., et que le reste (la scission) était un problème interne qui ne concernait que la C.N.T. française.

Par conséquent, nul doute que, dans les mois à venir, la situation évolue et s'éclaircisse.

L'intervention de la délégation de la C.N.T. française s'est faite dans un silence extraordinaire. Par leur écoute et leur attention soutenues, les compagnons délégués des différentes Régions d'Espagne nous ont démontré le vif intérêt qu'ils portent au problème français, alors que, par ailleurs, les problèmes et soucis ne leur manquent pas ! Le message est passé, on peut le dire. Nos compagnons espagnols ont compris ce qui s'était passé en France, et d'autant plus facilement, qu'eux mêmes sont passés par là voici quelques années. Ils ont également compris que, par-delà le problème français, se posait, une fois de plus, celui de notre Association Internationale des Travailleurs. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, au sein de l'A.I.T., à avoir manifesté une inquiétude à propos de la stratégie internationale de nos scissionnistes.

En effet, outre la position sur les élections syndicales où la

• SUITE AU VERSO



scission française a prouvé qu'elle rompait périodiquement avec les principes d'action directe et de non délégation de pouvoir, nous avons démontré quelle était sa stratégie d'alliance, rompant avec les accords de l'A.I.T.

Ainsi, après le journal "C.N.T.", Organe de la C.N.T. d'Espagne (N° 171, 1er quinzaine janvier 95) qui s'interrogeait fortement à propos de diverses positions troublantes au sein de l'A.I.T., venant notamment de nos scissionnistes, la F.A.U. (Section allemande de l'A.I.T.) a écrit en novembre 94 une lettre ouverte à la C.N.T. française. L'objet de ce texte est la participation de "l'U.r. Nord-Pas de Calais de la C.N.T." (un groupe de la scission) à une rencontre à Paris, le 5 novembre dernier, organisée par la S.A.C. suédoise, la C.G.T. espagnole et le syndicat C.G.T. des correcteurs de Paris (annonce parue dans le Monde Libertaire, journal de la Fédération anarchiste). La F.A.U. dit très justement qu'il s'agit là d'une participation violant deux décisions de l'A.I.T., notre organisation internationale ayant rompu les liens avec les organisations précitées. Dans leur réponse, nos scissionnistes de la rue des Vignoles ne manquent pas d'aplomb. Ils finissent tout d'abord en faisant croire qu'il ne s'agirait que d'un meeting public, puis, faisant appel au fédéralisme et au principe anti-autoritaire de nos organisations, ils couvrent totalement la participation de leur groupe à cette conférence.

Autre fait que nous avons révélé à nos compagnons d'Espagne, c'est l'appel lancé aux Sections de l'A.I.T. par la "Fédé PTT de la rue des Vignoles" pour la participation à un colloque à Bruxelles à l'occasion d'une réunion du G 7. Une fois de plus, on voit la mise en avant d'une stratégie dite "unitaire" qui n'a strictement rien à voir avec notre conception anarcho-syndicaliste, qui, elle, exige que l'unité se fasse à la base, en s'appuyant sur les luttes, et non à partir de cartels de sigles et d'organisations qui ne représentent

qu'eux-mêmes. Qui était annoncé à ce colloque ? Entre autres le S.U.D., des militants de la C.G.I.L. italienne, la gauche du T.U.C. de Grande-Bretagne, des militants des Commissions ouvrières et de la C.G.T. espagnole, le L.A.B. basque... Bref, un mélange d'organisations et de militants dont on ne sait qui représente quoi. Et tout ça dans quel but ? Pour quelle prétendue efficacité ?

Une fois de plus on voit mises en pratique les méthodes purement bureaucratiques et stériles de ceux qui imaginent solutionner les problèmes à la place et à l'insu des intéressés, et savamment utilisées par les alchimistes de la recomposition syndicale.

Nos compagnons espagnols ont donc eu l'occasion d'être informés de tout cela ; nos propos ne sont pas tombés dans l'oreille d'un sourd !

LES APPUIS DE LA SCISSION EN FRANCE

Concernant les appuis de la scission en France, nous avons pu également dénoncer l'incroyable et honteuse manipulation exercée à l'encontre de nos vieux compagnons issus de l'exil espagnol vivant encore en France. Croire qu'il est possible de faire avaler de telles méthodes et de telles stratégies à ceux qui les ont combattues toute leur vie ... quelle audace et quel mépris !

Enfin, nous avons pu confirmer publiquement nos craintes, déjà exprimées il y a un an, quant aux autres appuis de la scission, à savoir le secteur réformiste du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste français, représenté par son fleuron, le syndicat C.G.T. des correcteurs, vecteur de la stratégie de la S.A.C. en France.

Voilà donc résumé l'essentiel des interventions et positions exprimées lors du dernier Plenum des régions espagnoles.

Cela signifie très explicitement que, lors de la prochaine réunion des Sections de l'A.I.T. qui se tiendra ce 11 mars à Francfort,

la C.N.T. d'Espagne défendra la position suivante : non ingérence dans les problèmes intérieurs de la C.N.T. française et refus d'un quelconque Congrès dit de réunification en France.

Autant lors de nos différentes visites en Espagne qu'au cours de ce Plenum, ou bien encore dans nos luttes communes (par exemple celle contre le tunnel du Somport), nous avons eu maintes occasions de vérifier l'identité des pratiques et points de vue de nos organisations respectives.

Pour le reste, nous réaffirmerons que les militants de l'A.I.T. ne prennent pas leurs décisions dans les couloirs ou les alcôves mais dans leurs Congrès. De son côté, la C.N.T. française continuera à contribuer au développement de notre Internationale sur les bases de ses principes, tactiques et finalités.

Le Secrétaire
aux Relations internationales de
la C.N.T. Française.



Pour ceux de nos lecteurs qui ne seraient pas familiers avec la scission dans la C.N.T. française, rappelons que cette question a été abordée dans plusieurs numéros de notre journal (photocopies sur simple demande à l'adresse ci-dessous). Ceux qui voudraient se documenter en profondeur sur les problèmes internationaux de l'Anarcho-syndicalisme, nous recommandons les deux brochures suivantes, rédigées par les amis de l'A.I.T.:

- "La S.A.C. et le réformisme libertaire" (une analyse du réformisme dans le mouvement libertaire et syndical à partir de l'exemple suédois)

- "Où va la C.N.T." (à propos des tentatives avortées de manipulation politique et réformistes dans la C.N.T. d'Espagne)

La brochure 15 francs (25 f les deux), port compris :

C.N.T. 7 rue St Remesy,
31000 TOULOUSE.





VINGRAU, FETE DE L'ARBRE, 9 AVRIL

Pour aller soutenir la population de Vingrau dans sa lutte (voir page 2), le Comité Vingrau de Toulouse organise un autobus dimanche 9 avril. Départ à 7 h 45 devant le cinéma Gaumont de la place Wilson Prix des places : 50 francs. Retenez vos places au plus tôt !

Comité Vingrau, Co/ CNT, 7 rue St Remesy 31000

A LA VILLE HABITEE...

SQUATT

Voici à peine une semaine, le collectif d'associations "Ville Habitée" ouvrait un immense squatt à Toulouse. Il ne dura que 24 heures.

— Éléments d'analyse et de réflexion.

(Voir aussi, en pages nationales, les expériences de Tours et de Pau).

• LE PROJET INITIAL —

Il s'agissait, d'après les quatre associations initiatrices (*1) de ce projet (qu'elles ont présenté "clef en main") de réunir autour d'un lieu des artistes et des militants associatifs en vue de créer un espace de rencontre et de création.

Plus de trente associations ont adhéré à ce projet. Elles forment le collectif "Ville Habitée".

Le projet revendiquait le droit au logement, le droit à des locaux pour des associations, le droit à des ateliers pour des artistes. Cela passait à l'évidence par l'occupation d'un lieu assez vaste pour contenir tout cela, lieu qui devait tenir du squatt autant que d'un lieu de vie où chacun serait participant et acteur.

On pouvait donc penser que ce lieu serait ouvert à tous (en particulier aux S.D.F.) et plus encore que chacun y aurait sa liberté d'expression et son droit de décision. Or, il n'en était rien. Les quatre organisations à l'initiative du projet affirmaient dès le début leur volonté de garder leur pouvoir décisionnel et expliquaient leur conception d'un fonctionnement bien verrouillé : six commissions (dont une dénommée "Méthodologie et prise de décisions"), dans lesquelles travaillaient les membres du collectif, soumettraient leurs idées au quadrumvirat associatif qui déciderait de leur application. Les mal-nommées "Assemblées générales" n'étant pas décisionnelles,

ce n'étaient que des chambres d'enregistrement où plutôt un lieu pour "expliquer" à tous les décisions adoptées par une minorité.

• NOTRE POSITION —

Les discussions internes que nous avons menées lorsque nous avons eu connaissance du projet initial ont fait apparaître divers points importants de désaccord, ce qui a motivé notre abstention de toute participation au collectif "Ville Habitée".

Il faut préciser en préalable que le collectif "Ville Habitée" avait décidé de n'admettre en son sein ni les mouvements politiques ni les syndicats.

En tant que syndicat, la C.N.T. était donc exclue, par principe, de ce regroupement.

Bien entendu, certains groupuscules politiques, officiellement absents, s'étaient assurés la maîtrise des leviers de commande les plus importants grâce à l'infiltration de diverses associations. On nous avait d'ailleurs suggéré d'en faire autant. Mais nous n'avons pas dans nos prati-



ques l'utilisation du "cheval de Troie" pour "associatif" qu'il soit !

Mais revenons-en au fond. Les leaders du projet ont réaffirmé avec constance que les "Assemblées générales" ne devaient être que consultatives, et cela même lorsque le bâtiment a été occupé. Cette volonté de confiscation du pouvoir par une minorité de "décideurs" est totalement opposée à nos principes.

Mais, au delà de ce que nous pouvons nous-mêmes penser et qui n'engage bien entendu que nous il y avait une antinomie fondamentale entre le discours centré sur la création d'un lieu de parole, d'un lieu de créativité, de spontanéité, et des pratiques qui dans le fond et la forme (avec le classique "service d'ordre" et le quadrumvirat décisionnel) étaient une négation flagrante de toute spontanéité individuelle et de toute expression collective réelle. Nous pensons que cette confiscation de fait de la parole et du pouvoir de décision n'a pas été pour rien dans l'échec rapide du projet. En effet, un certain désengagement a été très rapidement perceptible chez les centaines de personnes qui, hors tout cadre "associatif", avaient rallié avec enthousiasme le projet aux premières heures de sa concrétisation. Elles ont eu l'impression de participer à une kermesse plutôt bien contrôlée, et non pas d'être acteurs d'une lutte sociale.

Plus de deux mille personnes se sont en effet bousculées dans la journée du samedi dans les locaux, mais moins de 10 % d'entre elles l'ont occupé jusqu'à l'arrivée des C.R.S. le dimanche à l'aube. Et si un réel élan de solidarité s'est manifesté le dimanche et le lundi il s'est rapidement désamorçé: la majorité ayant rapidement perçu, sous les volutes poétiques du discours et l'appel réitéré "à la fête", une volonté de contrôle social.



Un autre point fondamental pour nous -et qui aurait mérité un large débat- a été le clivage latent entre le côté "artistique" du projet et son côté "social".

En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous voyons une continuité fondamentale entre la libération sociale et l'épanouissement individuel, ce qui nous amène à accorder une importance capitale à la prise de conscience et à la participation active de chaque individu aux décisions et aux réalisations collectives. De ce fait, pour rester dans le sujet, le lien entre "droit au logement" et "expression de la créativité" nous semble très fort. Mais, il doit s'affirmer dans la lumière. Or, si on analyse attentivement le discours -et singulièrement la production écrite de la Ville Habitée il est facile de mettre en évidence d'une part que le lien entre les deux pôles ("social" et "artistique" pour schématiser) n'est pas analysé (il y a simplement juxtaposition) et que ce lien est à géométrie variable en fonction de l'évolution de la situation. Quand tout va bien, les S.D.F. sont priés d'aller loger ailleurs (ce n'est pas une façon de parler : les S.D.F. qui se sont présentés samedi soir ont été refoulés par le service d'ordre) et le projet est essentiellement culturel; le lendemain, quand la répression s'abat c'est le problème des S.D.F.

et des familles -plus propre il est vrai à sensibiliser l'opinion publique- qui est mis en avant.

Il y a là des tournants stratégiques qui en ont certainement déconcerté plus d'un, surtout quand ils laissaient entrevoir une certaine utilisation de la misère au profit d'un projet "culturel". Il est clair pour nous que l'art ne doit pas instrumentaliser la misère pour en tirer profit, mais, au contraire, être au service de la lutte contre la misère pour donner une expression plus universelle à celle-ci (*2)

• BILAN

L'action policière a été d'autant plus aisée qu'assez peu de monde dormait sur les lieux (150 personnes environ), que les motivations de l'occupation étaient mal définies et que le service d'ordre attachait plus d'importance à se méfier des gens présents qu'à faire circuler des informations pour une éventuelle riposte en cas d'agression policière (occupation d'un nouveau squatt?..).

Bref, jamais un squatt ne fut aussi longuement annoncé (des mois à l'avance), préparé, organisé, planifié, surveillé... et jamais il ne dura aussi peu de temps (moins de 24 heures).

Le jour même de l'opération policière, 2500 personnes se retrouvaient spontanément place du Capitole; ce qui est considérable si l'on tient compte qu'il s'agissait d'un dimanche et que l'information s'était faite uniquement par le bouche à oreille. Cette présence massive était la preuve d'une grande sensibilisation de la population au problème du logement. Elle pouvait être le départ d'une véritable dynamique de lutte (*3).

On ne peut pas dire que les responsables de la Ville Habitée aient voulu la développer !

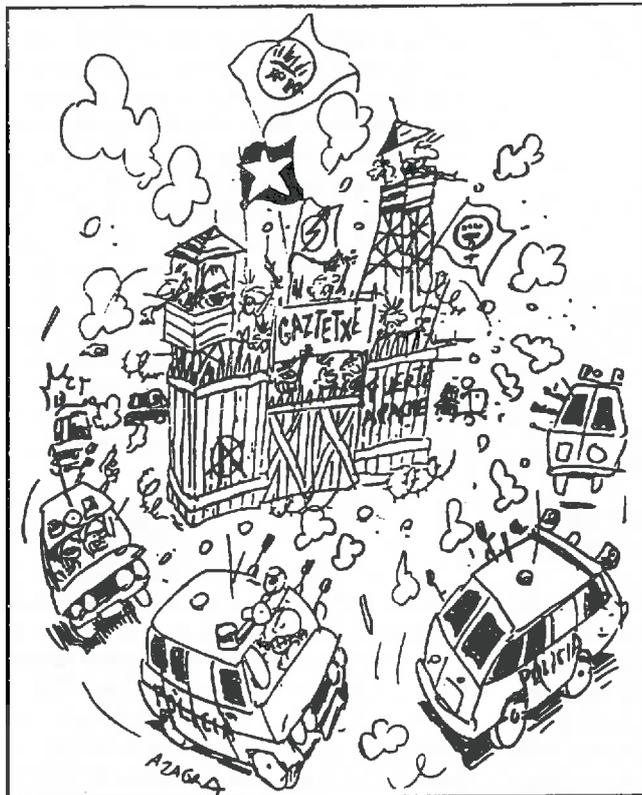
Tout, au contraire, a été fait pour étouffer la révolte populaire



naissante. Ainsi, les 2500 manifestants furent tenus à l'écart de la Préfecture (alors que le matin les organisateurs avaient tenté à 200 de reprendre le squatt plein de C.R.S., ce qui provoqua la blessure du professeur Schwarzenberg). Pire : le hasard du calendrier et du parcours fit que la manifestation se trouva au Monument aux morts au moment d'une cérémonie de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie. La foule se mit à harceler le peloton de l'armée de l'air qui, prudemment, remonta dans son autobus. Le président du Conseil général était déjà parmi les officiels. On n'attendait plus que le Maire (ou son représentant) et le Préfet. Au lieu de rester sur place et d'exiger que nos revendications soient entendues et prises en compte, les organisateurs n'eurent d'autre stratégie que d'amener promener ailleurs les manifestants. Et cela même alors qu'une délégation revenait de la Préfecture avec, pour toute concession du pouvoir une proposition de recours à ...l'abbé Pierre.

Ni contestation, ni réoccupation d'un lieu, ni discussion (la voiture sono fut confisquée par une minorité), cette manifestation laissa 2500 personnes, spontanément réunies, sur leur faim.

Ce n'est que le lundi soir qu'une véritable Assemblée générale eut enfin lieu avec la participation de 700 personnes. Mais le mal était fait, la dynamique était cassée. Le samedi suivant -alors que le collectif avait fait appel à toutes les centrales syndicales...- à peine 400 personnes se retrouvaient place du Capitole et moins de 250 allaient en cortège à la préfecture. Le mouvement avait perdu 90 % de ces effectifs en une semaine. Triste fin. —————



(*1) : DAL 31, Ras le Front, Planète en Danger, Lucette Omnibus.

(*2) : ce qui ne résume pas notre conception de l'art, loin s'en faut...

(*3) : La CNT, qui ne participait donc pas au collectif, a immédiatement appelé à la solidarité contre la répression et a distribué dans la manif le tract que l'on peut lire ci-dessous.

"Ce matin, à l'aube, 400 C.R.S. ont violemment pratiqué une expulsion.

- Des enfants, des femmes, des familles qui venaient de trouver un toit ont été jetées à la rue.
- Des personnes ont été blessées alors qu'elles n'opposaient aucune résistance.

Leur crime ? avoir occupé pendant 24 heures l'ancienne école de commerce, totalement vide depuis des années.

Pendant ce temps, des centaines de politiciens véreux, de patrons convaincus d'escroquerie continuent à jouir de leurs privilèges. Pour eux, pas de coups de matraque, pas de grenades lacrymogènes dans la gueule, à peine quelques petites "mises en examen" !

Pendant ce temps, des milliers d'appartements sont inoccupés dans Toulouse. Et les S.D.F. se multiplient, et de plus en plus de familles sont obligées de vivre entassées dans des logements insalubres !

La C.N.T. dénonce la violence policière qu'on oppose à ceux qui réclament simplement la justice.

La C.N.T. exige que les familles expulsées de l'ancienne école de commerce soient immédiatement relogées."

C.N.T.-A.I.T.

avis a la population

RIPOSTE A LA POSTE

Le racisme au quotidien, c'est le racisme auquel on ne prête aucune attention. Il est insidieux, il passe partout. On ne l'entend pas, on ne le voit pas.

On reconnaît plus aisément le racisme "politique". C'est contre celui-là qu'on se mobilise.

Pourtant, l'un et l'autre vont de paire. Le deuxième se nourrit des petites bavures quotidiennes.

Figurez-vous par exemple la poste d'un quartier peuplé essentiellement de maghrébins et d'africains. Quand un guichetier décide que les papiers d'un client ne sont pas en règle, il les confisque et l'intéressé doit aller les récupérer au commissariat. C'est illégal, mais quel immigré oserait se plaindre ?

Mais ce matin du 10 mars, à la Poste du Mirail, ça s'est passé autrement.

Un africain, venu retirer des l'argent se fait confisquer ses papiers au guichet. Il proteste : ses papiers sont parfaitement en règle. Un autre client donne aussi de la voix. Rapidement, ce sont sept ou huit personnes qui demandent de quel droit des papiers sont confisqués. La police arrive et embarque l'africain en question et ses papiers. Le groupe de contestataires décide de rester dans la poste et exige des explications. Le receveur disparaît. Les guichetiers, un à un en font autant. Seuls restent dans les lieux les protestataires. Ils expliquent ce qui se passe à chaque personne qui rentre dans la poste. Dans ce quartier où presque tout le monde a été victime d'un acte de racisme, il n'y a pas besoin de faire un dessin. Le temps passe. Le groupe de contestataire augmente. Les guichetiers ne réapparaissent pas. Le receveur encore moins. La police non plus. Finalement, vers 16 heures, la personne embarquée revient avec ses papiers : tout était parfaitement en règle. L'abus et l'illégalité étaient manifestes.

La poste s'excuse mollement,

évoque un vague ordre supérieur... et espère que tout redevienne comme avant. Pas si vite : les clients qui rentrent depuis quelques jours dans le bureau ont la tête haute. Une poignée de contestataires a provoqué la paralysie d'un bureau pendant une demi-journée, mettant le personnel face à ses responsabilités morales. De passif, le public est devenu acteur. La révolte, bien enfouie, a éclaté au grand jour, le silence fait place à la revendication. Des gens ont exprimé ce qu'ils pensent. Ils recommenceront.

Face au racisme quotidien, il suffit parfois que quelqu'un commence...



MODE D'EMPLOI

• **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve à Bordeaux.

• Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.

• A travers son **C.D.E.S.** (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "**Le Combat Syndicaliste**".

• Les Jeunes libertaires et le Comité Vingrau Toulouse se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• N'hésitez pas à prendre contact

• **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• **ET UN N° DE TELEPHONE :**

61 52 86 48 (répondeur)

• **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**

- **C.N.T.** : Permanences le Mardi à 20 h 30 et le Samedi de 17 à 19 heures.

- **C.D.E.S.** Permanence le samedi de 17 à 19 h. -

Réunion "**A BATON ROMPU**" sur un thème d'actualité le premier vendredi de chaque mois à 20 h 30

- **Jeunes Libertaires** : permanence le samedi de 17 à 19 heures.

Table de presse au Mirail (RU) le lundi midi.

- **Comité Vingrau** : réunions chaque lundi pair à 18 h 30.

- **Tables de presse** : aux puces, le dimanche en fin de matin.

• **ABONNEZ VOUS, N'OUBLIEZ PAS DE VOUS REABONNER À "LA LETTRE DU C.D.E.S./ LE COMBAT SYNDICALISTE"**

Un an ; abonnement normal : 50 francs,

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

à verser au **C.C.P. : C.D.E.S. , N° 3 087 21 H Toulouse.**

JEANNOT BROUSSILLON.

Jeannot Broussillon vient de décéder le 27 mars des suites d'une longue maladie. Militant syndical investi de longue date dans l'action associative, Jeannot était de ceux qui savent toujours donner un coup de main. Nous sommes de tout cœur aux côtés de sa compagne et de son fils dans cette épreuve. Nous avons perdu un véritable copain.

La rédaction et l'Union locale

7 — UNE APPARITION INTEGRISTE —

TÉMOIGNAGE
(non chrétien)

Ce jour-là, certains adeptes de la vie après la vie, de la vie avant la vie, mais surtout fanatiques partisans de casser nos vies s'étaient donnés rendez-vous place Wilson pour protester contre la loi Veil qui légalise l'avortement.

Ne fréquentant ni les messes ni les salons huppés, j'ai eu envie de voir, de près, à quoi diable pouvait ressembler cette triste troupe, nid de commandos anti-I.V.G., soutien d'un ordre moral monté en épingle par les multiples médias qu'ils contrôlent.

En allant sur place, je croise des contre-manifestants, square Charles de Gaulle, rassemblés là à l'appel de l'extrême gauche, de mouvements féministes et de la F.A. Chacun y vend (ou essaie d'y vendre) son journal.

Je fais cent mètres et me voici place Wilson, lieu de rassemblement des intégristes. Je constate qu'à l'heure H il n'y a rien, sauf des copains de la C.N.T. et des Jeunes Libertaires qui brocardent avec humour quelques puritains égarés à la recherche d'un berger protecteur. Bientôt, ce berger-là arrive. Il regroupe ses brebis effarouchées au milieu de la place, derrière un cordon (ombilical ?) formé par quelques policiers.

Des copains qui font la navette avec la contre manifestation officielle du square de Gaulle nous informent alors que les organisateurs de celle-ci n'ont pas l'intention de bouger un orteil : opposés aux intégristes, oui, mais de loin. Dommage, car les intégristes profitent de la situation pour étoffer quelque peu leurs rangs : un quarteron de jeunes fachos boutonneux, une soutane, des paras recyclés dans la bondieuserie et surtout plein de "Madame Le Quesnoy", très chics, dans leur jupe plissées poussant devant elles de malheureux enfants habillés comme dans les années 50. On est en plein "La vie est un long fleuve tranquille", un fleuve de fric, de morgue, d'arrogance, de mépris du prochain. Rapide-

ment, les opposants présents sur le lieu sont repérés, isolés et même menacés d'interpellation s'ils continuent leur chahut pourtant bon enfant (de coeur ?). Ils continuent quand même.

Alors que les cagots prennent le départ avec cet inimitable air constipé que donne une longue fréquentation des sacristies, l'arrivée de quelques compagnons supplémentaires nous redonne du tonus. On scande à pleins poumons "Avortement libre et gratuit" et "La capote, pas la calotte". Les intégristes, muets de stupefaction, pressent le pas. Nous le leur emboîtons, en débordant les policiers. En une minute, nous voici au milieu des grenouilles de bénitier. L'une d'elles se signe en marmonnant quelque chose en latin. D'autres font semblant de ne rien voir, de ne rien entendre. Leur service d'ordre essaie de nous neutraliser. Peine perdue, malgré le cordon policier reconstitué au bout de dix minutes de confusion, les deux cents "tristus" se sont tapés toute la manifestation avec, au cul, une cinquantaine de contre manifestants braillards et rigolards.

Au Monument aux morts, une centaine de contre-manifestants échappés du purgatoire militant unitaire du square Wilson nous rejoignent enfin. Nous sommes numériquement à égalité avec les intégristes, et plus bruyants et droles que jamais. Du coup, les intégristes qui avaient l'intention de déposer une gerbe "au foetus inconnu" remballent prudemment leur couronne.

Et, puisque que nous occupons l'axe principal par lequel ils devaient repartir (la rue de Metz), les curetons commencent un vrai chemin de croix : obligés d'emprunter une ruelle, puis de raser les murs de la cathédrale, les pieds dans la boue du jardin (en travaux) avant de se disperser dans le désordre et la consternation sous les quolibets et les huées qui les ont accompagnés jusqu'au dernier.

Gageons qu'après cette pacifique mais explicite leçon, les tartuffes y réfléchiront à deux fois avant de recommencer leurs palidonies.

Satanas



Décembre 94 : deux femmes sont assassinées et trois autres grièvement blessées dans une clinique pour I.V.G. à Boston.

Juillet 94 : un médecin pratiquant des avortements et son chauffeur sont assassinés par un prêtre. Quelques mois avant, un autre médecin était assassiné devant une clinique de Pensacola et un autre encore au Kansas, toujours pour les mêmes raisons....

**LES FOUS DE DIEU
SONT DANGEREUX**

La question du droit au logement est devenue en quelques années une question centrale dans la société française. Lâs d'attendre que les politiciens finissent de dissenter, les principaux intéressés commencent à passer aux actes. Un peu partout des "réquisitions spontanées" ont lieu dans les conditions les plus diverses. Autant d'expériences qu'il s'agit de faire connaître, d'analyser en profondeur pour en tirer les conséquences. Dans ce numéro, des militants de Pau et de Tours nous livrent leur expérience.



Ce dernier jour de février, nous étions plus de 300 à manifester dans les rues de Pau avec nos potes "Sans Domicile Fixe" qui occupent depuis plus de 50 jours l'ancienne maternité. Une manif tendue, sans un bruit, sans slogan ni mot d'ordre, pleine de révolte rentrée. Quelques jours plus tôt, HANAFI nous avait quitté. Il était notre ami, parmi les plus actifs dans la lutte que mènent aujourd'hui une vingtaine de chômeurs sans logis pour que l'ancienne maternité soit rénovée - avec leur participation- et devienne un lieu d'accueil cogéré par les S.D.F.

"MORT PAR INDIFFÉRENCE DES POUVOIRS PUBLICS" disait en substance l'affiche tenue par ses copains en lutte. Il n'y a rien à rajouter à ces mots. Malgré son combat, HANAFI s'est pendu, c'est tout.

Depuis le début de cette occupation, nous avons dit aux potes S.D.F. que nous serions là, à leur côtés, avec nos petits moyens, mais toujours là. Pour nous, à la C.N.T., la Solidarité est

la base même de notre action et tout naturellement, notre solidarité s'exerce en toute priorité en directions de ceux qui luttent et de ceux qui en ont le plus besoin.

Passons rapidement sur les premières déviations de cette action : lancée par le "Comité de lutte des chômeurs C.G.T." auquel avaient adhéré les potes S.D.F., elle se transforma en campagne électorale de Robert HUE le premier jour de l'occupation ! Ce jour-là, les bureaucrates du Parti communiste firent barrage à une vingtaine de copains venus soutenir la lutte des S.D.F. "Allez vous trouver un autre squatt" a-t-on entendu, et d'autres propos tout aussi ridicules et déplacés, comme si une telle lutte pouvait appartenir à un quelconque parti. Puis les jours passèrent et l'on put rapidement faire la différence entre la stratégie de l'appareil et l'authentique solidarité de quelques rares personnes.

Comme à son habitude, la C.N.T. a préféré privilégier l'action concrète sur le terrain tout en conservant son autonomie plutôt que de participer aux éternels car-

tels de sigles syndicaux et politiques dont le nombre est inversement proportionnel aux personnes qui agissent sur le terrain. Notre contribution s'est manifestée par notre présence régulière auprès des copains, qui, ne l'oublions pas, occupent la maternité nour et nuit. Idem lors des différentes actions publiques menées ainsi que différentes interventions à la radio lors d'une émission hebdomadaire animée par des copains. Enfin, une action d'information organisée sur l'Université par les étudiants de la C.L.E.-C.N.T. et notamment une réunion publique qui rassembla 80 étudiants, suivi d'un rassemblement à l'ancienne maternité et d'une manifestation improvisée jusqu'aux locaux du journal "La République".

Sur le plan de l'orientation de la lutte, nous avons eu l'occasion de préciser aux occupants ainsi qu'aux diverses personnes qui les soutiennent nos conceptions et nos interrogations.

En premier lieu, il nous paraît absolument vital que tout soit fait pour que ce soient les S.D.F. eux-mêmes qui prennent leur

• SUITE EN AVANT DERNIÈRE PAGE

LA SAISON DES REQUISITIONS

De plus en plus, ces dernières années, la rue est devenue un lieu privilégié de la misère. Une misère qui ne se cache plus. Il ne lui reste plus assez d'espaces intimes pour cela. Nos sociétés prétendument « démocratiques », quoique fondées par la seule logique du profit, multiplient les réseaux d'assistances à bon marché. Les professionnels du « Charity Business » parlent du « traitement de l'exclusion », un peu comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse. Pourtant, certains prennent peu à peu conscience que c'est bien un ordre économique qui les réduit à cette condition d'abandon. Ni déterminisme génétique, ni fatalité sociale ; juste cette fièvre dévorante du profit qui, dans nos années de dérive, révèle pleinement son ambition :

régner, quoiqu'il en coûte, au prix même d'un déni d'humanité.

ATours, comme dans chaque ville de France, ou d'ailleurs, le cortège des sans-logis, des mal-logés et des exclus de toutes sortes ne cesse de grossir. Ce sont 1200 familles recensées par les associations caritatives qui survivent dans des conditions précaires. Ce sont plusieurs centaines de sans-abri qui se partagent la rue ou les foyers. ce sont plus de 6000 demandes de H.L.M. insatisfaites. Et pourtant, dans l'agglomération, la capacité d'hébergement que représentent logements et édifices désaffectés répondrait à l'exigence d'un toit pour tous.

Lorsqu'ils sont interpellés, les milieux institutionnels produisent invariablement les mêmes réponses :

- Il existe des foyers d'urgence qui peuvent assurer l'accueil de tous les sans-logis.

- L'effort réalisé par les collectivités dans le domaine du logement social se traduit par un engagement budgétaire supérieur à la moyenne nationale.

Ces deux arguments soutiennent mal la critique.

- Certes, les foyers d'urgence existent mais leurs réglementations draconiennes ne correspondent pas au minimum de dignité dû à tout être humain. La politique de fuite en avant qui consiste à considérer ces foyers comme des réponses adaptées occulte le véritable problème : celui d'une part sans cesse croissante de la population en état de dérive psycho-sociale. Institutionnaliser les formules d'urgence c'est, en somme, évacuer la question d'un autre partage des richesses.

- Quant au terme générique de « logements sociaux », il convient de s'attarder sur le large éventail de réalités qu'il recouvre. la majorité des logements dits « sociaux », livrés aux collectivités, est à l'usage d'une population restée active. Les loyers s'élèvent fréquemment à des montants compris entre 2000 et 4000 francs selon les types d'appartements. Même en bénéficiant d'une A.P.L. conséquente, le locataire doit encore s'acquitter d'une bonne moitié du loyer à laquelle il convient d'ajouter les charges.

S'il existe quelques îlots de logements à très faibles loyers, c'est dans des « zones ghettoisées » où, par la volonté des pouvoirs publics, se trouvent regroupées les populations en perte de repères sociaux, véritables concentrés de toutes les déviances et de toutes les déstructurations qui affectent un nombre de plus en plus important de familles et d'individus.

Au mois de décembre 1994, c'est à l'initiative d'A.C.137 qu'un premier collectif s'est constitué, autour d'un axe revendicatif simple : UN TOIT, UN DROIT. Se sont

impliqués sur cet appel A.C.137, A.C.D.C., la C.S.F., la C.N.L. et la C.N.T.

Une première action symbolique (occupation pour quelques heures d'un foyer SNCF désaffecté) a porté le débat devant l'opinion locale. Pour la plupart des participants, il convenait de dépasser le symbole. quelques sans-logis se sont portés volontaires auprès du collectif afin d'organiser une véritable réquisition. Une telle perspective a sensiblement modifié le paysage politique puisque A.C.D.C. et la C.N.L. ont progressivement disparu des réunions, tandis que le G.L.T. (F.A./No Passaran) et la L.C.R. se sont résolument engagés dans la lutte. Dont acte. Le 4 janvier 1995, une ancienne maison de retraite, propriété de la ville de Tours, est investie. Les sans-logis s'installent. C'est pour tous, une première expérience et, prétendre gérer la situation, cela passe par la nécessité d'une structure. C'est la naissance du C.T.D.A.L. (Comité Tourangeau pour le Droit Au Logement).

PROCES. EXPULSION... REQUISITION !

Le comité est constitué de sans-logis, d'individus et d'organisations (A.C.137, C.S.F., C.N.T., G.L.T., L.C.R.). Il adopte un fonctionnement basé sur la souveraineté des Assemblées Générales et la constitution de commissions spécifiques qui soumettent leurs propositions à l'A.G. Il se dote d'une charte dont la légitimité sera plus tard contestée. La Mairie de Tours entre en action et les sbires de Jean Royer utiliseront d'écoeürants procédés pour obtenir l'identité de trois occupants. Il s'en suivra une plainte, un jugement au tribunal de Grande Instance de Tours et un arrêté d'expulsion sans délai. Par mesure de solidarité, chacun des autres occupants ainsi qu'A.C.137, la C.S.F. et la C.N.T. demandent leur assignation en tant qu'auteurs des mêmes délits. Après l'expulsion de la maison de retraite, nous allons occuper d'autres locaux municipaux à Tours et un hôtel désaffecté à Joué les Tours pour nous positionner finalement dans une maison appartenant à l'évêché. Cette dernière initiative aura d'ailleurs été la plus contestée, certains craignant en effet de perdre le soutien des masses catholiques (sic). De nombreuses manifestations et des coups de force vont se dérouler durant une quinzaine de jours (occupation surprise de la Mairie et d'un centre d'art contemporain loué par la municipalité). Le D.A.L. de Paris et Albert Jacquart invités par le C.T.D.A.L. participeront à la réquisition de la maison épiscopale. Sur cette affaire, l'évêché ne portera pas plainte. Il aurait eu trop mauvaise

presse en démentissant les positions caritatives énoncées publiquement quelques semaines auparavant. Un projet de chantier formation est en cours sur cette dernière occupation.

L'idée de créer un lien entre les composants du mouvement et de produire un texte fondateur qui fixe un consensus autour de revendications communes a rapidement été avancée. Il s'est avéré malheureusement que ce « pacte fédérateur » n'a été la production que d'une minorité et dans des circonstances particulières (tard le soir, fatigue générale...). Ainsi, malgré son contenu généreux et son souhait de s'engager sur tous les terrains des luttes sociales, il s'éloignait dangereusement des capacités réelles du mouvement. De plus le consensus autour de la lutte pour le droit au logement était largement dépassé et de fait, seul le Groupe Libertaire de Tours s'est arc-bouté sur sa défense bec et ongles. D'autres problèmes bien concrets vont surgir. Les déstructurations psychologiques et sociales des S.D.F. impliqués dans la lutte vont donner aux problèmes quotidiens une dimension insoupçonnée. Chercher à manger à la Croix Rouge ou aux Restos du Coeur, entretenir les lieux, avoir un minimum d'hygiène, tout cela pose problème. Les relations inter-individuelles, reflet de la violence qu'ils subissent, vont même prendre un tour dramatique, puisqu'à la suite d'une des nombreuses fêtes, un viol sera commis entre deux S.D.F.

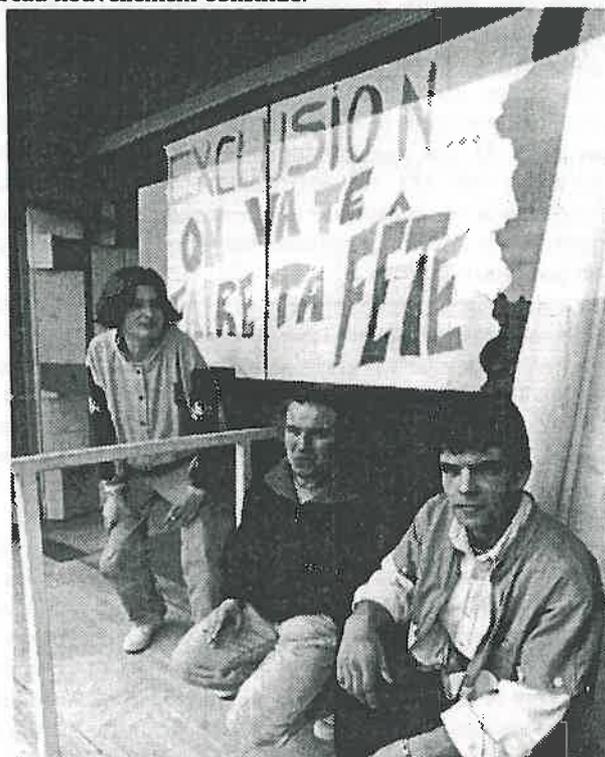
VOUS AVEZ DIT LIBERTAIRE ?

Le Groupe Libertaire de Tours (F.A., No Passaran), malgré son très réel engagement (plusieurs militants dormiront avec les S.D.F.) ne semble avoir pris en compte, à aucun moment, la fragilité de la population installée. Usant d'un prosélytisme constant, il n'a eu aucun recul sur ses pratiques. Ainsi on voit rapidement des S.D.F. porter des badges S.C.A.L.P., diffuser des tracts du G.L.T., porter dans les manifs les drapeaux noirs plutôt que les banderoles de leur collectif. Ce même drapeau noir sera d'ailleurs hissé sur le dernier immeuble occupé, à la surprise générale ; jusqu'à dernière nouvelle, il ne s'agissait pas d'un squat anar. Le plus « comique » de l'histoire aura été de voir deux S.D.F. (dont le violeur, qui en son temps aurait, selon ses propres dires, traîné avec la bande du fasciste parisien Batskin) se revendiquer du « Parti Libertaire »... La confusion sera donc maintenue par un mélange d'affinité et de politique où la pratique de la fête est mise constamment en avant. Ainsi le G.L.T. continue à ravitailler régulièrement en bières les occupants. La cerise sur le gâteau sera la tenue d'une mystérieuse coordination nationale à Nantes, regroupant des collectifs luttant contre l'exclusion. Le G.L.T. y amènera des S.D.F., sans consultation du comité, et ne préviendra les militants que deux jours après. Qu'allaient-ils faire dans cette galère ? On attend encore les explications. Il semble que le fonctionnement du G.L.T. repose sur un « leadership » qui conjugue les privilèges de deux individus au contact de « réseaux » et de sources d'informations diverses.

Le manque d'expérience et l'insouciance de jeunes adhérents contribuent à accentuer le phénomène. Malgré leur sincérité, ils sont étouffés par le verbe.

LA LOGIQUE D.A.L.

L'A.G. du C.T.D.A.L. du 07/02/95 a décidé la création d'une association loi 1901 apparentée au D.A.L. de Paris. Sur cette question, le G.L.T., fidèle à une tactique ultra-gauchiste, refuse le débat sur la pertinence ou non de rejoindre le D.A.L. Mis en minorité, on assiste au départ groupé de ses membres de l'A.G. Le S.U.T.T. / C.N.T. non seulement reste, mais prend des responsabilités dans le bureau nouvellement constitué.



En effet, le D.A.L., en dépit de son apolitisme déclaré, ne fait pas l'impasse sur les causes d'une réalité sociale qui produit la paupérisation d'une part de plus en plus importante de la population. En conséquence son action ne s'inscrit pas dans une logique caritative, mais dans un choix revendicatif. Les moyens d'action employés s'apparentent à l'action directe et correspondent donc à notre démarche. Contrairement à une critique superficielle, le D.A.L., lorsqu'il en a la capacité (Paris) ne limite pas ses actions au droit au logement mais étend ses interventions aux champs culturels, professionnels, et tend à privilégier le débat sur l'état de la société. De ce fait, tenant compte d'un climat de confiance établi entre les différentes organisations et les individus qui composent le C.T.D.A.L., il semble logique de poursuivre ce combat sous cette forme puisque le D.A.L. est actuellement un garant de popularité du mouvement.

le 15/02/95
S.U.T.T. / C.N.T. 37

11 DEMAIN, NOUS SERONS SOLIDAIRES ET LUCIDES

Mardi 7 février, environ 80% du personnel de CIOA (Centre International par Opérateur d'Archives) se mettait en grève sans préavis suite à un remaniement arbitraire des horaires de 66 agents à compter du 6 mars.

Le 10 février, le CIOB (Centre International par Opérateur de Bagnolet) rejoint la grève par solidarité et par un ras-le-bol général de la politique pratiquée dans le Centre.

Lundi 13 février, une partie du personnel en grève de CIOA et le CIOB se rend en délégation à FTRSI (Direction Internationale de France Télécom) pour rencontrer nos dirigeants, l'autre partie occupant des piquets de grève. Nous investissons et occupons jour et nuit les locaux de FTRSI pendant deux jours durant lesquels la fête a été permanente. Des chansons furent improvisées, ainsi que des slogans ironiques contre nos tauliers. Les décisions étaient prises par les grévistes en Assemblées générales (A.G.).

Nous avons pris contact avec les autres CIO de province, et trois d'entre eux ont décidé d'appuyer les revendications par la grève le mercredi 15, jour où devaient se dérouler les négociations.

FTRSI a proposé d'entreprendre dans les locaux occupés, mardi 14 à 14 heures, des négociations pour CIOA seulement. Les négociations pour les autres centres ne pouvant se faire ce jour, la raison invoquée par FTRSI étant le manque de temps.

La solidarité entre les grévistes était telle que cette proposition de FTRSI a été refusée, après avoir été votée en A.G.

La direction propose alors une négociation globale, incluant les revendications de chaque centre, posant comme condition l'arrêt de l'occupation des locaux.

Croyant encore, avec une certaine naïveté, à de réelles négociations possibles, nous avons vacués les locaux.

L'erreur fut commise.

Mercredi 15 à 10 heures, les négociations ont "débuté" comme prévu à CIOA. Les grévistes étaient là, manifestant de vive voix leur détermination. Les représentants de la direction ont passé la journée à jouer avec le personnel (suspensions de séance à répétition, les véritables négociations n'ont commencé qu'à 20 heures) allant jusqu'à dire que rien n'aboutirait parce que nous les "prenions en otage" et menaçant d'envoyer la police. Et les grévistes de chanter : "On veut la police..."

Les grévistes soutenaient les revendications et parfois en A.G., débordaient les organisations syndicales en exigeant par exemple le retrait pur et simple du projet.

Entre 20 heures et minuit les négociations commencent seulement pour CIOB sans toutefois les satisfaire réellement.

Jeudi 16, les directeurs des CIO et leurs supérieurs s'étaient réunis l'après-midi pour examiner les revendications du personnel.

Jeudi soir à 18 heures, les supposées négociations pour Archives reprenaient. En fait, aucune discussion n'a été possible, les négociateurs déclarant qu'ils n'étaient pas mandatés pour négocier. Suite à l'arrêt des négociations, l'A.G. décide de stopper la grève après vote, sans avoir réellement obtenu satisfaction (25 changements d'horaires au lieu des 41 initialement prévus).

On n'a pas obtenu grand chose, mais on s'est bien rendu compte que le mépris de France Télécom pour son personnel allait en s'amplifiant.

Cette grève nous a appris à mieux nous connaître, à envisager un futur encore plus uni et solidaire. Les discussions se sont même continuées dans les bars jusqu'à l'aube. La prochaine fois, nous serons plus vigilants et plus actifs.

Une Gréviste

DROIT
AU
LOGEMENT

SOCIAL

• SUITE DE LA PAGE 8

décision. A ce propos, la mise en pratique n'est pas toujours évidente, les copains concernés n'ayant pas toujours conscience de cette nécessité. Malgré tout, on peut s'inquiéter que que nombreuses décisions soient prises en leur absence, et que la plupart d'entre eux, on le constate périodiquement, ne soient pas au courant. Par exemple, il s'est créé une association "Sortir Du Fond", rassemblant un certain nombre de personnes et associations. Ses statuts ne nous semblent pas garants d'une véritable démocratie, notamment par l'omnipotence d'un Conseil d'administration qui a pleins pouvoirs et par le fait que le système de vote permet à des personnes non directement S.D.F. de décider. Cette association est-elle vraiment utile ? Bref, pour nous, seuls les S.D.F. ont à prendre les décisions qui les concernent.

En deuxième lieu, concernant la stratégie de cette lutte, nous avons eu l'occasion de nous exprimer il y a plus d'un mois sur le risque d'essoufflement si l'on attendait trop sagement la *table ronde avec les pouvoirs publics*. Le problème n'est pas tant celui de l'expulsion au printemps -car on peut toujours riposter- que celui de voir les velléités s'éteindre à l'arrivée des beaux jours.

Dans des conditions difficiles (il n'y a ni eau ni électricité à l'ancienne maternité), les potes S.D.F. de Pau se sont organisés collectivement -et ce n'était pas évident- pour gérer leur collectivité. Pour que leur revendication aboutisse, il nous paraît indispensable qu'ils se réunissent entre eux, qu'ils agissent d'avantage à l'extérieur de la maternité et qu'ils précisent davantage leur revendication.

J.L.

**Il s'appelait Ibrahim. Il avait 17 ans.
Il rentrait tranquillement chez lui. Trois tueurs du
Front National l'ont assassiné à bout portant :
il était noir de peau.**



Une fois encore les fascistes ont tué. Et c'est encore une fois de trop. Comment une idéologie basée sur la violence et sur la peur de l'autre peut-elle encore séduire certains d'entre nous ? Faut-il, comme par le passé que nous nous trompions encore d'ennemi ? Comment peuvent-ils faire autant d'adeptes, ceux qui chaque jour incitent à la haine raciale, qu'ils appellent "préférence nationale" ? Ils ne le pourraient pas sans l'Etat qui, cyniquement, sous prétexte de "crise économique inévitable" et de "lutte contre le chômage", institue la précarité comme règle de vie, accentue les inégalités sociales, et enfonce une partie de plus en plus importante de la population dans la misère - misère que les démagogues fascistes de tout ordre ne manquent pas d'exploiter. Ce même Etat met en place des lois d'exception, accumule les difficultés insurmontables pour les immigrés et leur famille, supprime dans les faits le droit d'asile, légitime l'idée que les étrangers sont une catégorie à part, criminalisée, privée de tous les droits élémentaires - lois qui défrichent le terrain sur lequel les idées d'extrême droite peuvent germer.

Ce même Etat légalise la surveillance vidéo, développe le contrôle informatique de l'individu, restreint le droit de manifestation et les libertés individuelles, s'attaque à la liberté de la presse... - mesures qui nous habituent à un Etat autoritaire, policier, omniprésent.

Pour lutter contre la misère, partageons la richesse entre tous.

Pour lutter contre la ségrégation, développons la solidarité entre tous.
Pour lutter contre le contrôle de nos vies, usons chacun et ensemble de notre pleine liberté.

Pour cela, nous n'avons pas besoin d'un Etat qui, quelle que soit sa forme, n'a jamais défendu les principes vitaux des individus et des collectivités - bien au contraire.

Regroupons-nous à la base, dans nos communes, nos quartiers, nos lieux de travail... décidons nous-mêmes, ensemble, sans intermédiaires, de la vie que nous voulons.

Alors, peut-être que les démagogues fascistes continueront de périr, mais ce sera devant des salles vides.

C.N.T.-A.I.T. Union locale de MARSEILLE.

Dans la longue liste de meurtres racistes, celui d'Ibrahim, lycéen assassiné à Marseille par des tueurs du Front National survient en pleine période électorale. Lors de la manifestation unitaire qui a eu lieu place du Capitole, nous avons, à ce sujet, tenu à remettre certaines pendules à l'heure : les sociaux, leurs centres de rétention, leur circulaire Marchand, les communistes et leur "produisons français" ne sont pas, loin s'en faut, exempts d'actes et de discours xénophobes et nationalistes. Cela, nous l'avons dit haut et fort, devant qui de droit, à cette même manif où nous nous sommes présentés avec la seule banderole qui parlait d'Ibrahim et des tracts sans ambiguïté. "Ne cassez pas l'unité !" nous a-t-on répondu. Tu parles, pour nous, l'unité se fait à la base, dans les quartiers, les lycées, les facs, les entreprises; pas au bas d'une proclamation creuse, avec une cohorte d'organisations qui font du "plus jamais ça" leur fond de commerce. Autant dire qu'avec de tels propos, nous avons suscité des réactions en pour et en contre, et c'est tant mieux. La fin de la manif s'est d'ailleurs transformé en discussion publique et contradictoire autour de nos militants. Cela au grand dam des habituels représentants d'une gauche qui n'enfile les vêtements de l'anti-racisme que pour pratiquer la pêche aux voix.

O., CNT Toulouse

